

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

RESULTATS ANNUELS 2019 ET PERSPECTIVES 2020-2023

OBJECTIFS DEPASSES

- POURSUITE D'UNE CROISSANCE SOLIDE DU CHIFFRE D'AFFAIRES, A 27 189M€, EN HAUSSE DE +4,3%¹
- EBITDA SUPERIEUR A L'OBJECTIF, A 4 022 M€, EN CROISSANCE DE +4,5%¹
- 248 M€ D'ECONOMIES REALISEES EN 2019, AU-DESSUS DES 220 M€ VISES POUR L'EXERCICE
- EBIT COURANT EN PROGRESSION DE +5,0%¹, A 1 730 M€
- NOUVELLE HAUSSE SENSIBLE DU RESULTAT NET COURANT PART DU GROUPE, A 760 M€, SOIT UNE CROISSANCE DE +13,5%¹ ET DE +8,8% HORS PLUS-VALUES
- RESULTAT NET PUBLIE PART DU GROUPE EN FORTE CROISSANCE, A 625 M€, EN HAUSSE DE +41,8%
- FORTE GENERATION DE FREE CASH FLOW APRES TOUS LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS DE CROISSANCE, A 868 M€
- PROPOSITION DE HAUSSE DU DIVIDENDE DE 8,7%, A 1€ PAR ACTION

PERSPECTIVES 2020

- CROISSANCE ORGANIQUE SOUTENUE ET EBITDA D'ENVIRON 4,1 MDS€²

OBJECTIFS DU PLAN STRATEGIQUE IMPACT 2023³

- POURSUITE DE LA CROISSANCE SOLIDE DU CHIFFRE D'AFFAIRES
- EBITDA 2023 ATTENDU ENTRE 4,7 MDS€ ET 4,9 MDS€
- 1 MD€ D'ECONOMIES DE COUTS SUR 4 ANS
- RESULTAT NET COURANT PART DU GROUPE 2023 : ~1 MD€
- MAINTIEN D'UN LEVERAGE RATIO INFERIEUR A 3x SUR LA PERIODE
- DIVIDENDE 2023 : 1,30€ PAR ACTION

¹ A change constant

En données publiées (à change courant) : chiffre d'affaires en hausse de +4,8%, croissance de l'EBITDA de 4,7%, croissance de l'EBIT courant de 5,3%, résultat net courant part du groupe en hausse de 13,1%, et en hausse de 8,5% hors plus-values.

² A change fin 2019

³ Ces objectifs s'entendent à change fin 2019, à normes comptables constantes et environnement macroéconomique sans changement substantiel.

Antoine Frérot, Président Directeur Général du Groupe a déclaré : «L'exercice 2019 est de nouveau une année de croissance solide à la fois de l'activité et des résultats. Nos objectifs ont été dépassés. La hausse du chiffre d'affaires de 4,3% démontre la pertinence de nos choix vers les segments les plus porteurs de nos métiers. Cette croissance de l'activité se traduit également par une bonne progression de nos résultats, renforcée par le maintien d'une forte discipline en termes de réductions de coûts qui, une nouvelle fois, a dépassé notre objectif de début d'année. Veolia a par ailleurs dégagé un free cash-flow très important, à 868 M€, qui permet d'avoir un bilan particulièrement solide et d'être idéalement positionné pour aborder les années à venir avec sérénité et avec les moyens financiers de nos ambitions. Le succès de notre stratégie se confirme ainsi année après année. Veolia, entreprise de référence pour la transformation écologique, bénéficie pleinement de la hausse de la demande des industriels et des collectivités pour des services à valeur ajoutée qui contribuent à un avenir meilleur et plus durable pour tous. L'année 2020 marque le début d'un nouveau programme stratégique de quatre ans, le plan IMPACT 2023, qui va nous permettre d'accroître encore notre leadership au service de notre ambition : ressourcer le monde. Cet objectif se traduira par le renforcement des choix d'investissement et une rotation de 20% des capitaux employés. La discipline appliquée depuis huit ans en termes de réduction de coûts sera maintenue. Sur la période 2020-2023, 1 Md€ d'économies seront ainsi réalisées afin de conforter notre compétitivité et de financer ce plan de développement ambitieux. A horizon 2023, l'objectif est d'atteindre un EBITDA compris entre 4,7 Mds€ et 4,9 Mds€ et un résultat net courant part du groupe d'1 Md€.»

- **Chiffre d'affaires de 27 189 M€ contre 25 951 M€ en 2018 retraité, en croissance de 4,8% en courant, de 4,3% à change constant et de 3,2% à périmètre et change constants.**

La variation des changes a contribué à hauteur de +0,5% à l'évolution du chiffre d'affaires de l'exercice (+122M€).

L'exercice 2019 s'est inscrit dans la continuité des exercices précédents en termes de croissance. La bonne progression de l'activité est le résultat d'une conquête commerciale toujours dynamique, de bons volumes dans les 3 activités du Groupe, Eau, Déchet et Energie (+380 M€, soit +1,5%) et d'un effet prix de 332 M€, en amélioration, soit +1,3% (contre +1,0% en 2018). La variation du prix des énergies a également contribué favorablement (+134 M€, soit +0,5%) à la croissance du chiffre d'affaires. La forte baisse des prix des papiers recyclés, qui s'est accélérée au quatrième trimestre, a pesé pour -76 M€ et s'est également accompagnée d'une réduction des volumes (-24 M€). Le climat a eu un effet négatif de -68 M€ (-0,2%). La croissance a été complétée par quelques acquisitions ciblées, qui ont contribué à hauteur de 282 M€ (+1,1%).

Par zone géographique et à change constant, les évolutions ont été les suivantes :

- En France, l'activité a progressé de +2,0%. L'Eau a crû de 2,1%, avec des volumes et des tarifs en hausse de +0,7% et +1,4% respectivement. La dynamique commerciale retrouvée depuis deux ans s'est poursuivie en 2019, avec notamment le gain de Nîmes, le redémarrage de Valenton ou les renouvellements des services d'eau potable à Toulouse et d'eaux usées à Nancy. Les Déchets ont également enregistré une croissance de +2,0% avec un effet volumes stable, la baisse des volumes de papiers recyclés et de collecte municipale ayant compensé la hausse des autres activités et une progression des tarifs de +1,6%.
- L'Europe hors France est en hausse de +4,1% à change constant. Toutes les régions sont en croissance solide. L'Europe Centrale et Orientale progresse de +4,5% (et de +8,6% corrigé de l'effet de l'évolution du contrat de SCVK en République Tchèque), grâce à de bonnes performances à la fois dans l'Eau (avec des volumes en hausse de 3,6%) et l'Energie, malgré un effet climat défavorable (-29 M€). Le Royaume-Uni (yc l'Irlande) est en croissance de +4,0% avec un maintien du bon taux de disponibilité des PFIs (93,7% vs 94,6% en 2018), une bonne performance des activités de déchets dangereux, de recyclage des plastiques et de stockage. L'Allemagne est en progression modérée de 1,1% avec une croissance

de l'activité Déchets (+3%), partiellement absorbée par la douceur du climat à Braunschweig. Bonne performance du Benelux (+5,5%), ainsi que de l'Europe du Sud (+11,0%).

- Le Reste du monde continue d'enregistrer la plus forte croissance du Groupe (+8,7%). L'Asie poursuit sa progression sur un rythme comparable à 2018 (+16,2 % contre +16,9% en 2018) avec une progression de +18% en Chine toujours portée par les déchets dangereux (+16%), les réseaux de chaleur, l'eau industrielle ainsi que l'intégration des outils industriels de Huafei dans le recyclage des plastiques. Le Japon est également en croissance soutenue (+9%) grâce aux gains commerciaux dans l'eau municipale. L'Amérique Latine est également en forte hausse de +16,0%, principalement sous l'effet des hausses tarifaires en Argentine et l'intégration en année pleine de Grupo Sala en Colombie. L'Amérique du Nord est en hausse de +1,2%, avec une solide croissance de l'activité déchets (+6,6%) et une progression de +3,1% dans l'Eau, absorbée par la baisse des services énergétiques liée à la douceur de l'hiver. Le Pacifique a crû de +7,9% grâce à de bons volumes de déchets et la croissance des services industriels. L'Afrique Moyen Orient enregistre une bonne croissance (+5,5%) grâce aux gains de contrats au Moyen-Orient et de bons volumes au Maroc.
- La croissance des Activités mondiales s'est établie à +0,9% avec les Déchets Dangereux en Europe en croissance de +4,6%, le pôle Construction en baisse de -1,2% et les prestations multiservices aux industriels en hausse de +3,2%. Les Déchets dangereux bénéficient à la fois de volumes en progression (+2,8%) et des hausses de prix (notamment +5% dans l'incinération). Les activités de Veolia Water Technologies sont en repli de -7,6% sous l'effet de la poursuite du recentrage des activités. Les prises de commandes sont en hausse de 25%, à 2,15 mds€ principalement dans le dessalement et le secteur gaz et pétrole. La SADE est en croissance de +7,1% toujours portée par la France et le déploiement des réseaux de fibre optique dans les Télécoms.
- *Par métier*, à change constant, l'Eau est en hausse de +1,3%. La partie Exploitation-Assainissement progresse de +2,0% tandis que le pôle Technologies et Travaux est en retrait de -1,2%. Les Déchets demeurent en forte progression (+5,9%) avec des volumes en hausse de +1,5% sous l'effet de l'arrivée de certains sites aux limites des autorisations annuelles et la réduction des services de collecte municipale. Les prix des services ont été en croissance de +2,4%. La baisse des prix des matières recyclées a pesé de -0,8% sur le chiffre d'affaires des Déchets, la baisse des volumes de papiers de -0,3% et sur le seul quatrième trimestre, l'accélération de la baisse des prix des papiers a impacté le chiffre d'affaires des Déchets à hauteur de -2,5%. L'Energie croît également fortement (+7,5%) grâce à des prix de chaleur et de l'électricité en hausse, une bonne dynamique commerciale partiellement compensé par un effet climat défavorable (impact -0,9%).
- **EBITDA de 4 022 M€ contre 3 843 M€ en 2018 retraité, soit une croissance de 4,7% en courant et de 4,5% à change constant**
 - Les effets change et périmètre ont été très marginalement négatifs (-5 M€) et se sont quasiment compensés sur l'exercice (+7M€ d'effet change et -12 M€ d'effet périmètre).
 - L'EBITDA a d'abord bénéficié de la poursuite des efforts de réduction de coûts qui se sont établies à 248 M€. L'effet positif Commerce/Volumes a été de +91 M€. Le climat a eu un effet négatif de -17 M€ (-10 M€ En Europe Centrale et Orientale, -5 M€ en Allemagne, -5 M€ aux Etats-Unis et +3 M€ en Chine). Le prix des énergies a pesé pour -23 M€, la baisse du prix des papiers recyclés pour -30 M€. Le pincement dû à la hausse des coûts salariaux supérieure à l'indexation tarifaire des contrats a eu un effet négatif de -85 M€.
 - *Par segment et à change constant* : l'EBITDA de la France a été stable à 900 M€, en hausse dans l'Eau grâce au plan Osons 20/20 et en repli dans les Déchets pénalisé par la baisse des papiers recyclés et des surcoûts d'assurance. L'EBITDA du reste de l'Europe est en croissance de +2,1% avec une bonne

performance au Royaume-Uni et dans la zone ibérique, une progression modérée en Europe du Nord et une légère baisse en Europe Centrale et Orientale mais en sensible hausse corrigée de l'évolution du contrat Scvk. L'EBITDA du Reste du monde enregistre de nouveau une forte croissance (+8,2%) portée par l'Asie et la Chine en particulier, le Pacifique et l'Afrique et le Moyen Orient. L'Amérique du Nord est stable et l'Amérique Latine en croissance modérée. L'EBITDA des activités mondiales est en progression de 10,6%, grâce à la bonne performance des Déchets dangereux, de la SADE et de VIGS.

- **EBIT Courant de 1 730 M€ contre 1 644 M€ en 2018 retraité, en croissance soutenue de 5,3% en courant et de 5,0% à change constant.**

- L'effet change est de +5 M€.

L'amélioration de l'EBIT Courant à change constant est le résultat :

- de la solide croissance de l'EBITDA
 - de l'augmentation des charges d'amortissement à change constant (+3,5%) à 2 192 M€, sous l'effet de la croissance mesurée de la base d'actifs du Groupe.
 - d'un solde de reprises/dotations aux provisions et autres en forte baisse, à +52 M€ contre +82 M€ en 2018
 - et de la bonne progression de la contribution des entités mises en équivalence, à 130 M€ contre 116 M€ en 2018 retraité, grâce notamment à la poursuite des bonnes performances en Chine, à 76 M€.
- **Croissance du Résultat Net courant part du groupe de 13,1% et de +13,5% à change constant, à 760 M€ contre 672 M€ en 2018 retraité.** Corrigé des plus-values de cessions nettes, le résultat net courant part du groupe est en hausse de 8,8% à change constant.
 - Le coût de l'endettement financier net ressort à -441 M€
 - Le taux d'impôt s'établit à 23%, contre 22% en 2018 retraité.
 - La part des minoritaires est en baisse à -147 M€ contre -162 M€ en 2018 retraité
 - **Le résultat net part du Groupe est en forte croissance de 41,8% à 625 M€ contre 441 M€ en 2018 retraité et de 36,8% à change constant**
 - La cession de TNAI (réseaux de chaleur et de froid aux Etats-Unis) a généré une plus-value nette de 170 M€
 - **Le Free cash-flow net est en forte croissance, à 868 M€ contre 536M€ en 2018,** grâce à des investissements nets quasi-stables (2 201 M€ vs 2 189 M€) et à une très bonne gestion du BFR (en baisse de 209 M€).
 - **L'Endettement financier net est en forte baisse, à 10 680 M€,** après prise en compte de 1 731 M€ liés à l'application de la norme IFRS 16. La dette nette bénéficie de la cession de TNAI pour 1 250 M\$, réalisée fin 2019. Le levier diminue et ressort à 2.66x au 31/12/2019.

Nouvelle hausse du dividende, à 1 € par action, payé à 100 % en numéraire au titre de l'exercice 2019 contre 0,92€ par action au titre de l'exercice 2018.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 22 avril 2020 le versement d'un dividende de 1 € par action au titre de l'exercice 2019, payable en numéraire. La date de détachement du dividende est fixée au 12 mai 2020. Les dividendes 2019 seront versés à partir du 14 mai 2020.

Nouveau programme stratégique du Groupe : plan IMPACT 2023

L'exercice 2019 était la dernière année de notre plan stratégique en cours. Le Groupe présente ce jour, à Aubervilliers, à partir de 9h30, les détails d'IMPACT 2023, son nouveau programme stratégique pour la période 2020 à 2023, construit dans le cadre de sa Raison d'Être publiée l'an dernier. Cette présentation pourra être suivie sur le site internet <https://www.veolia.com>

En résumé :

Le nouveau programme stratégique de Veolia est lancé dans un contexte particulier : jamais la priorité environnementale n'a été aussi forte.

Il affiche une ambition élevée : faire de Veolia l'entreprise de référence pour la transformation écologique.

Il fixe une priorité : la recherche pour chacune de nos activités de l'impact maximum, que cet impact soit environnemental, sociétal ou financier.

Il emporte une conséquence : des priorités et des choix particulièrement marqués parmi les activités du Groupe, avec une rotation de 20% des capitaux employés et avec une forte accélération des activités les plus impactantes au bénéfice de la planète.

Il invente l'avenir : des moyens humains et financiers accrus pour réinventer et renforcer les métiers traditionnels et pour créer les solutions qui manquent encore pour les nouveaux enjeux environnementaux du monde d'aujourd'hui et de demain.

Il repose sur une grande rigueur d'exécution : un plan d'économies de coûts de 250 M€ chaque année, et un endettement financier net ne dépassant jamais le niveau de 3 fois l'EBITDA tout au long du plan.

Il prouve ses engagements : un ensemble de performances chiffrées au profit de chacune des parties prenantes du Groupe sera défini, sur la base desquelles seront rémunérés les cadres supérieurs de Veolia.

▪ **Perspectives 2020⁽¹⁾**

- Chiffre d'affaires : croissance organique solide
- Réduction de coûts : au moins 250 M€
- EBITDA : environ 4,1 Md€
- Dividende en croissance sur la trajectoire du plan 2020-2023

▪ **Objectifs financiers 2023⁽²⁾**

- Poursuite de la croissance solide du chiffre d'affaires
- Economies de coûts d' 1 Md€ sur la période 2020-2023
- EBITDA compris entre 4,7 Mds€ et 4,9 Mds€
- Résultat net courant part du groupe d'environ 1 Md€ en 2023
- Leverage ratio inférieur à 3x durant le plan
- Dividende: 1,30€ par action en 2023

¹ A change fin 2019

² Ces objectifs s'entendent à change fin 2019, à normes comptables constantes et environnement macroéconomique sans changement substantiel.

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

Le groupe **Veolia** est la référence mondiale de la gestion optimisée des ressources. Présent sur les cinq continents avec plus de 171 000 salariés, le Groupe conçoit et déploie des solutions pour la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, qui participent au développement durable des villes et des industries. Au travers de ses trois activités complémentaires, Veolia contribue à développer l'accès aux ressources, à préserver les ressources disponibles et à les renouveler.

En 2018, le groupe Veolia a servi 95 millions d'habitants en eau potable et 63 millions en assainissement, produit près de 56 millions de mégawattheures et valorisé 49 millions de tonnes de déchets. Veolia Environnement (*Paris Euronext : VIE*) a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires consolidé de 25,91 milliards d'euros. www.veolia.com

Avertissement important

Veolia Environnement est une société cotée à Euronext Paris et le présent communiqué de presse contient des « déclarations prospectives » (*forward-looking statements*) au sens des dispositions du U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment : les risques liés au développement des activités de Veolia Environnement dans des secteurs très concurrentiels qui nécessitent d'importantes ressources humaines et financières, le risque que des changements dans le prix de l'énergie et le niveau des taxes puissent réduire les bénéfices de Veolia Environnement, le risque que les autorités publiques puissent résilier ou modifier certains des contrats conclus avec Veolia Environnement, le risque que les acquisitions ne produisent pas les bénéfices que Veolia Environnement espère réaliser, les risques liés aux termes et conditions figurant habituellement dans les accords de cession, le risque que le respect des lois environnementales puisse devenir encore plus coûteux à l'avenir, le risque que des fluctuations des taux de change aient une influence négative sur la situation financière de Veolia Environnement telle que reflétée dans ses états financiers avec pour résultat une baisse du cours des actions de Veolia Environnement, le risque que Veolia Environnement puisse voir sa responsabilité environnementale engagée en raison de ses activités passées, présentes et futures, de même que les autres risques décrits dans les documents déposés par Veolia Environnement auprès de l'Autorités des Marchés Financiers. Veolia Environnement n'a pas l'obligation ni ne prend l'engagement de mettre à jour ou réviser les déclarations prospectives. Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières peuvent obtenir gratuitement auprès de Veolia Environnement (www.veolia.com) copie des documents déposés par Veolia Environnement auprès de l'Autorités des Marchés Financiers.

Ce communiqué de presse contient des indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »). Ces indicateurs non GAAP pourraient être définis différemment des indicateurs similaires publiés par d'autres groupes, et ne doivent pas se substituer aux indicateurs préparés en conformité avec les normes IFRS.

Contacts

Relations Presse Groupe

Laurent Obadia

Sandrine Guendoul

Tél : + 33 (0)1 85 57 42 16

sandrine.guendoul@veolia.com

Relations Investisseurs & Analystes

Ronald Wasylec - Ariane de Lamaze

Tél. : + 33 (0)1 85 57 84 76 / 84 80

INFORMATIONS FINANCIERES AU 31 DECEMBRE 2019

A] PREAMBULE

EVOLUTION DES NORMES SUR LES LOCATIONS

A compter du 1er janvier 2019, le Groupe applique la nouvelle norme IFRS 16 sur les locations. L'application de cette norme est réalisée selon la méthode rétrospective complète (recalcul de la valeur de l'actif et de la dette comme si la norme avait été appliquée depuis l'origine des contrats).

Au compte de résultat, les retraitements liés à l'application de cette norme conduisent à des impacts significatifs avec une hausse de l'EBITDA via annulation de la charge locative, compensée par une hausse des amortissements dans l'EBIT Courant et des charges d'intérêt.

GABON

Le 18 février 2019, le Gabon et Veolia Africa ont signé un protocole transactionnel qui prévoit le transfert de 51% des actions de la SEEG détenues par Veolia Africa, à la Société de Patrimoine du Service public de l'eau potable, de l'énergie électrique et de l'assainissement, propriété du Gabon, pour un prix de 45 millions d'euros. Sous réserves de réalisation de conditions suspensives, et de la signature du protocole par la SEEG, l'Etat Gabonais et le Groupe Veolia se désisteront de l'arbitrage pendant devant le CIRDI et renonceront réciproquement et définitivement à toute demande et action concernant la convention de concession résiliée par le Gabon.

Le 29 mars 2019, le CIRDI a constaté par sa sentence la fin de la procédure d'arbitrage entre le Groupe et l'Etat Gabonais permettant ainsi la réalisation du protocole transactionnel.

Au 31 décembre 2019, le Groupe a comptabilisé en résultat des activités abandonnées le produit de l'indemnité perçue pour sa totalité au cours de l'année 2019

LITUANIE

Les activités lituaniennes étaient comptabilisées en activités abandonnées (contrat de Vilnius) et destinées à la vente (contrat de Litesko) dans le cadre de la clôture au 31 décembre 2018. Les derniers échanges intervenus au cours du 1er trimestre 2019 n'ont pas permis de concrétiser un processus engageant de cession de ces activités du Groupe. Par conséquent, au 31 décembre 2019, les actifs et passifs de Litesko et le compte de résultat de Vilnius et de Litesko ont été reclassés en activités poursuivies. Ce reclassement a fait l'objet d'une publication de comptes retraités de décembre 2018 afin d'assurer la comparabilité des périodes.

ARRET DES ACTIVITÉS EPC

Confronté à l'érosion des marges et au ralentissement de son activité EPC (Engineering, Procurement, Construction), Veolia Water Technologies (VWT) avait initié depuis plusieurs années une réflexion sur ses activités la conduisant à réorienter sa stratégie de développement dans les domaines des Technologies et des Services et ainsi de réduire son exposition au métier "historique" de la construction.

Début 2019, VWT a choisi d'accélérer sa transformation en arrêtant l'activité EPC dans l'ensemble des géographies pour privilégier les contrats dits d'EP (Engineering/Design et Procurement à l'exclusion du génie civil ou de l'assemblage électrique et mécanique).

En pratique, l'abandon de cette activité EPC a nécessité un long processus de revue détaillée des modalités de sortie de chacun des contrats existant (y compris appréciation des garanties de fin de chantier) afin de piloter au mieux la fin des activités et de minimiser l'exposition financière du Groupe. A cet effet, une Business Unit

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

spécifique a été créée avec un management et des ressources propres. Le processus de revue contractuelle a été finalisé sur le dernier trimestre 2019.

Compte tenu des caractéristiques de ce plan de sortie de l'activité EPC, le Groupe a considéré la BU spécifique comme répondant aux critères de la norme IFRS 5 sur les activités abandonnées et a comptabilisé un résultat de -145 M€ présenté sur la ligne « résultat des activités non-poursuivies ». Les résultats 2018 de l'activité EPC n'étant pas significatifs au titre des activités poursuivies, aucun reclassement n'a été opéré sur le compte de résultat consolidé de la période comparative présentée.

B] CHIFFRES CLES

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 publié	31 décembre 2018 retraité ⁽¹⁾	31 décembre 2019	en courant	à change constant	à périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	25 911,1	25 951,1	27 188,7	4,8%	4,3%	3,2%
EBITDA	3 392,0	3 842,9	4 021,8	4,7%	4,5%	4,8%
Marge d'EBITDA	13,1%	14,8%	14,8%			
EBIT Courant ⁽²⁾	1 604,0	1 643,7	1 730,4	5,3%	5,0%	8,9%
Résultat net courant – part du Groupe	674,9	672,0	759,8	13,1%	13,5%	
Résultat Net part du groupe	439,3	440,6	624,9	41,8%		
Résultat net courant – part du Groupe – par action (non dilué) ⁽²⁾	0,68	0,68	1,12			
Résultat net courant – part du Groupe – par action (dilué) ⁽²⁾	0,65	0,65	1,07			
Investissements industriels	-1 811	-2 268	-2 364			
Free cash-flow net ⁽³⁾	568	536	868			
Endettement financier net (incl. Hybride et dette de location IFRS 16)	-9 749	-11 564	-10 680			
Ratio d'EFN	2,87x	3,01x	2,66x			

(1) Les retraitements au 31 décembre 2018 concernent l'application de la norme IFRS 16 et la réintégration des comptes de la Lituanie présentés en 'Résultat des activités non poursuivies' en 2018.

(2) Y compris la quote-part de résultat net courant des co-entreprises dans le prolongement des activités du Groupe et entreprises associées.

(3) Les définitions des indicateurs sont données en annexe de ce communiqué

Les principaux impacts de change sont les suivants :

Impacts de change au 31 décembre 2019 (vs 31 décembre 2018 retraité)	%	(M€)
Chiffre d'affaires	0,5%	122
EBITDA	0,2%	6
EBIT Courant	0,3%	5
Résultat net courant	-0,3%	-3
Endettement financier net	-0,6%	-64

C] COMPTE DE RESULTAT

1. CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE DU GROUPE

Par segment, l'évolution du chiffre d'affaires, par rapport au 31 décembre 2018 retraité, se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019	Variations 2018 / 2019		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
France	5 499,3	5 611,5	2,0%	2,0%	1,8%
Europe, hors France	9 136,1	9 501,1	4,0%	4,1%	3,4%
Reste du monde	6 619,7	7 303,5	10,3%	8,7%	5,8%
Activités mondiales	4 665,5	4 733,8	1,5%	0,9%	0,8%
Autres	30,7	38,8	26,4%	-	-
Groupe	25 951,3	27 188,7	4,8%	4,3%	3,2%

- Chiffre d'affaires en hausse en **France** de +2,0% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité: à change constant, l'Eau est en progression de +2,1% et les Déchets de +2,0%.
 - Le chiffre d'affaires de l'Eau est en hausse de +2,1% par rapport au 31 décembre 2018 retraité, sous l'effet de la progression des volumes de +0,7% (-0,7% en 2018), une indexation tarifaire en hausse (+1,4% en 2019 contre +0,7% en 2018) et une hausse de l'activité travaux;
 - L'activité Déchets est en augmentation de +2,0% à change constant au 31 décembre 2019 par rapport au 31 décembre 2018 retraité : la baisse du prix des papiers recyclés (-32 millions d'euros) est compensée par la progression de l'activité construction et la dynamique commerciale
- **L'Europe hors France** est en progression de + 4,1% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité, et affiche une bonne dynamique dans la plupart des régions :
 - Dans la zone Royaume-Uni / Irlande, le chiffre d'affaires de 2 297,7 millions d'euros est en hausse de +4,0% à change constant, grâce à une hausse des volumes de déchets (+1,6%) et à la poursuite d'un bon dynamisme commercial ; on observe dans la zone le maintien d'un bon taux de disponibilité des PFI (93,8% en 2019 contre 94,6% en 2018), ainsi qu'une bonne performance de l'activité de déchets toxiques, de recyclage des plastiques et de stockage.

- En Europe Centrale et Orientale, le chiffre d'affaires s'établit à 3 296,4 millions d'euros et croît de +4,5% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité et de 8,6% retraité de l'évolution contractuelle dans l'eau en République Tchèque (SCVK), malgré un impact défavorable du climat (-29 millions d'euros), grâce à :
 - dans l'Energie : des hausses des tarifs (+107 millions d'euros);
 - dans l'Eau : une progression des volumes d'eau facturés (+3,6%), des hausses de tarifs dans la plupart des géographies de la zone et une activité Travaux en progression en Hongrie et en Roumanie.
- En Europe du Nord, le chiffre d'affaires de 2 737,8 millions d'euros progresse de +1,1% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité. La croissance est principalement portée au Benelux par la contribution de nouvelles acquisitions dans les services industriels et le recyclage des plastiques. L'Allemagne, principal pays contributeur au chiffre d'affaires (1 879 millions d'euros) affiche une progression de son chiffre d'affaires de +1,1% : des hausses tarifaires ayant permis de compenser la baisse du prix de vente des papiers pour l'activité Déchets, mais l'énergie est en recul, pénalisée par l'effet climat (-19,5 M€).
- Forte progression dans **le Reste du Monde** de 8,7% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité:
 - Le chiffre d'affaires de la zone Asie est en nette progression de +16,2% à change constant, notamment grâce à la poursuite de la forte croissance de la région Chine, Hong-Kong et Taiwan, dont le chiffre d'affaires croît de +25,5% à change constant à 1 215 millions d'euros, porté :
 - à Hong-Kong par l'intégration des activités de Southa (activité de services énergétiques aux bâtiments +53 millions d'euros) et à la construction de l'extension du site de Greenvalley (+43 millions d'euros);
 - en Chine par les bonnes performances des Déchets (incinération de déchets dangereux, recyclage de plastiques avec l'intégration des outils industriels de Huafei) qui compensent l'impact des cessions dans les décharges ; dans l'énergie par la hausse des ventes de chaleur liée à l'extension du réseau de Harbin et les acquisitions 2018 et 2019 (notamment Das Linkin, Binzhou et Kedong Heating) ainsi que par les bonnes performances dans l'eau industrielle;
 - à Taiwan par l'acquisition d'Apollo (assainissement des sols +16 millions d'euros).
 - A noter au Japon (+9%), la forte croissance organique des activités dans l'eau municipale (+24 millions d'euros) et de nombreux développements dans l'industrie (démarrage du projet Lithium +15 millions d'euros).
 - Le chiffre d'affaires en Amérique du Nord s'établit à 2 168 millions d'euros soit une hausse de +1,2% à change constant. La bonne performance des déchets dangereux avec de bonnes disponibilités des outils de traitement (90% contre 87% en 2018), une progression des volumes et une hausse des prix compensent la baisse du chiffre d'affaire dans l'énergie pénalisé par un début et une fin d'année très doux;
 - Le chiffre d'affaires de la zone Pacifique est en progression de +7,9% à change constant au 31 décembre 2019 porté par une hausse des volumes collectés dans les déchets et le redémarrage de l'usine de traitement d'eau de Sydney;
 - Forte progression du chiffre d'affaires en Amérique Latine (+16,0% à change constant), portée principalement par les hausses tarifaires en Argentine (liées à l'inflation) et l'acquisition de Grupo Sala en Colombie, intégrée depuis le 1er mai 2018 (impact de 42 millions d'euros); la baisse de chiffre d'affaires liée à la fin de certains contrats d'eau en Argentine et Colombie, et de déchets au Mexique est compensée par des impacts volumes favorables au Brésil (Déchets) et en Equateur (eau), ainsi que des gains de nouveaux contrats au Chili et au Pérou;
 - L'Afrique/Moyen-Orient est en hausse de +5,5% à change constant grâce au développement commercial au Moyen-Orient dans les services énergétiques et, au Maroc, à une progression des volumes vendus, l'augmentation des tarifs compensant la baisse de l'activité travaux.

- **Activités mondiales** : le chiffre d'affaires est en progression de +0,9% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité:
 - L'activité Déchets dangereux en Europe affiche une forte croissance de +4,6% à change constant grâce aux hausses de prix sur les incinérateurs (+5%) et à une progression des volumes traités(+2,8%);
 - L'activité de Veolia Water Technologies est en retrait de -7,6% à change constant par rapport à l'année 2018 suite au recentrage de ses activités. Le montant de prise de commandes de Veolia Water Technologies enregistré en 2019 (2 149 millions d'euros) progresse de +25% par rapport au 31 décembre 2018 (1 721 millions d'euros) grâce aux projets d'unités de dessalement au Moyen-Orient (Umm Al Quwain, Rabig et Al Durr). La Sade est en hausse de +7,1% à change constant avec une activité qui reste bien orientée dans les Travaux en France et dans les Telecoms (déploiement de la fibre par les principaux opérateurs) et un recentrage à l'international qui se poursuit.

L'évolution du chiffre d'affaires entre 2018 et 2019 peut s'analyser comme suit **par principaux effets** :

L'effet change de +122 millions d'euros (0,5% du chiffre d'affaires) reflète principalement la variation du dollar américain (+127 millions d'euros), du yen japonais (+35 millions d'euros), du dirham marocain (+20 millions d'euros), de la livre sterling (+19 millions d'euros), du peso argentin (-78 millions d'euros) et du dollar australien (-20 millions d'euros).

L'effet périmètre de +282 millions d'euros s'explique par :

- des opérations réalisées en 2018 : intégration de Grupo Sala en Colombie +42 millions d'euros, HCI en Belgique +37 millions d'euros, actifs industriels de PPC en Slovaquie +31 millions d'euros, 3 centrales de cogénération en Hongrie +22 millions d'euros; cession des services industriels aux Etats-Unis en février 2018 - 11 millions d'euros, cession de ScVK en République Tchèque et intégration de SCS dans le cadre de ce nouveau contrat d'eau pour un montant net de -130 millions d'euros;
- des opérations réalisées en 2019 dont l'acquisition de Southa à Hong-Kong pour un montant de 53 millions d'euros, de Huafei en Chine +50 millions d'euros, de Levice en Slovaquie +35 millions d'euros, de Renscimento au Portugal +23 millions d'euros et de Apollo à Taïwan +16 millions d'euros.

L'impact **du prix des énergies et des matières recyclées** s'élève à +58 millions d'euros avec notamment une augmentation du prix des énergies de +134 millions d'euros (principalement en Europe du nord et Europe centrale et orientale) compensée par une baisse des prix des matières recyclées (-76 millions d'euros d'impact global sur les matières recyclées dont -67 millions d'euros sur le papier, -13 million d'euros sur les métaux et +21 millions d'euros sur le plastique).

La dynamique commerciale connaît une amélioration significative (**effet Commerce / Volumes**) à +481 millions d'euros avec notamment :

- Une hausse des **volumes** de +269 millions d'euros, en lien avec la croissance des volumes de déchets (France, Royaume-Uni, Amérique du Nord, Pacifique) et dans l'Energie en Asie (extension réseaux chaleur). Dans l'Eau, la hausse des volumes (+0,6%) particulièrement dans le Pacifique (redémarrage de l'usine de Sydney) et au Maroc (2,5%) est compensée par une baisse en Europe du Nord (-4,8%);
- Un effet **commerce** de +111 millions d'euros, avec dans l'eau de nombreux gains de contrats en Asie (dont Chine dans l'eau industrielle et l'énergie industrielle et Japon dans l'eau municipale) dans les déchets en Amérique du Nord (déchets dangereux) et dans l'énergie en Italie, Espagne, Portugal et au Moyen-Orient;

- Une contribution des activités de **construction** à hauteur de +101 millions d'euros avec une hausse des travaux sur les outils de traitement en France (eau et déchets), en Europe centrale et orientale et en Asie qui compense la baisse de l'activité travaux chez VWT;

Impact du **climat dans l'Energie** de -68 millions d'euros (impact défavorable en Europe du Nord, en Europe Centrale et en Amérique du Nord).

Les **effets prix** favorables (+332 millions d'euros) sont liés principalement à des indexations tarifaires positives dans l'eau en France et en Europe centrale et orientale ainsi que dans les déchets en France, au Royaume-Uni, en Europe du Nord et en Amérique latine.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 27 188,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 25 951,3 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité, **soit une progression de +4,3% à change constant et +3,2% en organique**. Hors activité Travaux⁽²⁾ et hors impact du prix des énergies, le chiffre d'affaires progresse de +3,4% (+ 2,1% au quatrième trimestre, après + 3,7% au troisième trimestre, +4,4% au second trimestre et +3,6% au premier trimestre).

L'évolution du chiffre d'affaires **par trimestre** s'établit de la façon suivante :

<i>Variation à change constant</i>	<i>1er trimestre 2019</i>	<i>2ème trimestre 2019</i>	<i>3ème trimestre 2019</i>	<i>4ème trimestre 2019</i>
France	2,8%	5,0%	0,5%	0,1%
Europe, hors France	4,7%	7,2%	4,1%	1,1%
Reste du monde	6,6%	9,0%	9,0%	10,1%
Activités mondiales	4,7%	2,6%	-0,2%	-2,6%
Groupe	4,8%	6,3%	3,8%	2,6%

Le quatrième trimestre est marqué par une forte croissance du chiffre d'affaires qui s'établit à +2,6% à change constant et +1,7% en croissance organique. En France, l'activité Eau est marquée par une hausse des volumes de 0,7% et une hausse des prix de 1,4%, le ralentissement de la croissance en France s'explique donc par l'activité Déchets avec une poursuite de la baisse des prix des matières recyclées. En Europe hors France, le Royaume-Uni et l'Europe du Sud conservent une bonne dynamique contrairement à l'Europe Centrale et Orientale dont la croissance plus modérée est due à un effet climat défavorable dans l'activité Energie. En Europe du Nord, on note l'effet négatif du climat doux ainsi que la baisse du prix du papier. La croissance reste très soutenue dans le Reste du Monde (+10%, notamment en Asie et dans le Pacifique avec des taux de croissance respectifs de +24,9% et +14,5%). Le repli de l'activité Travaux explique le ralentissement des activités mondiales au quatrième trimestre malgré la poursuite d'une forte croissance des déchets dangereux.

⁽²⁾ Les Travaux concernent les activités ingénierie et construction du Groupe (principalement chez Veolia Water Technologies et la SADE), ainsi que les travaux réalisés dans le cadre des contrats d'exploitation.

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

Par métier, l'évolution du chiffre d'affaires par rapport au 31 décembre 2018 retraité se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019	Variations 2018 / 2019		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
Eau	8 053,3	8 319,7	3,3%	2,0%	3,0%
Déchets	9 598,6	10 166,7	5,9%	5,9%	3,7%
Energie	5 458,6	5 879,9	7,7%	7,5%	4,3%
Construction	2 840,8	2 822,4	-0,6%	-1,2%	-1,2%
Groupe	25 951,3	27 188,7	4,8%	4,3%	3,2%

EAU

Le chiffre d'affaires de l'Eau est en progression à +2,0% à change constant, et de +3,0% à périmètre et change constants par rapport au 31 décembre 2018 retraité. Cette évolution s'explique par :

- un impact volume / développement commercial favorable (+0,7%), dû aux développements commerciaux dans le Reste du Monde (principalement en Asie), une hausse des volumes en France (+0,7%) et dans le Pacifique (Usine de Sydney) et en Afrique Moyen-Orient (Maroc);
- un effet prix positif de +0,9% lié aux hausses de tarifs notamment en Europe Centrale, en Amérique latine, en Afrique et Moyen-Orient (Maroc) ainsi qu'à de meilleures indexations tarifaires en France (+1,4% contre +0,7% au 31 décembre 2018).

DÉCHETS

Le chiffre d'affaires de l'activité Déchets est en progression de +5,9% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité (+3,7% à périmètre et change constants) en lien avec :

- un impact périmètre (+2,2%) lié aux acquisitions en Europe du Nord, en Asie (Chine) et en Amérique latine (Colombie et Equateur);
- un effet commerce et volumes de +1,5%, lié à la hausse des volumes traités notamment au Royaume-Uni, en Allemagne, en Amérique du Nord, en Australie, à la forte croissance des volumes de déchets dangereux traités (+4,9%), ainsi qu'à un niveau élevé de taux de renouvellement de contrats;
- un effet prix positif de +2,4% (notamment en France, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Amérique du Nord, en Amérique Latine et dans les déchets dangereux);
- l'impact négatif (-76 millions d'euros) des prix des matières recyclées, le recul des prix du papier en Europe étant partiellement compensé par les hausses de prix du plastique.

ENERGIE

Le chiffre d'affaires de l'activité Energie est en hausse de +7,5% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité (+4,3% à périmètre et change constants). Cette évolution s'explique essentiellement par :

- un effet prix en hausse (+1,6%) avec une forte hausse des prix de vente de chaleur et d'électricité en Europe centrale principalement;
- la progression des volumes d'énergie vendue et les gains de contrats notamment d'efficacité énergétique en Europe du Sud, aux Etats-Unis, en Chine;
- un effet climat légèrement négatif (soit -0,9%) en Europe Centrale et Orientale et aux Etats-Unis.

CONSTRUCTION

Le chiffre d'affaires est en baisse de -1,2% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité. Cette diminution est expliquée par :

- un chiffre d'affaires de VWT de 1 501 millions d'euros en diminution de -7,6% à change constant;
- une hausse des activités de SADE de +7,1% à change constant avec un chiffre d'affaires de 1 322 millions d'euros, expliquée par un bon niveau d'activité en France dans les travaux et les Telecoms.

2. EBITDA

Au 31 décembre 2019, l'EBITDA consolidé du Groupe s'élève à 4 021,8 millions d'euros, soit une augmentation de +4,5% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité. Le taux de marge reste stable à 14,8% en décembre 2019.

L'évolution de l'EBITDA **par segment** est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019	Variations 2018 / 2019	
			en courant	à change constant
France	899,5	899,7	0,0%	0,0%
<i>Taux de marge EBITDA</i>	16,4%	16,0%		
Europe, hors France	1 471,8	1 501,2	2,0%	2,1%
<i>Taux de marge EBITDA</i>	16,1%	15,8%		
Reste du monde	1 062,4	1 160,5	9,2%	8,2%
<i>Taux de marge EBITDA</i>	16,0%	15,9%		
Activités mondiales	360,9	396,2	9,8%	10,6%
<i>Taux de marge EBITDA</i>	7,7%	8,4%		
Autres	48,3	64,2		
Groupe	3 842,9	4 021,8	4,7%	4,5%
Taux de marge EBITDA	14,8%	14,8%		

- **En France**, l'EBITDA est stable :
 - dans les métiers de l'Eau, bonne progression de l'EBITDA, supérieure à celle du chiffre d'affaires, grâce à des effets volumes favorables et des gains d'efficacité accrus et en particulier à l'impact en année pleine du plan de départ initié l'an dernier, qui compensent le pincement de prix;
 - dans les Déchets, baisse de l'EBITDA consécutive à la poursuite de la baisse des cours des papiers recyclés (baisse du prix moyen de vente des papiers, cartons recyclés de -19%), à des surcoûts d'assurance et de maintenance que compense partiellement la hausse des prix dans la collecte de déchets industriels.

- La progression de l'EBITDA en **Europe hors France** s'explique par la combinaison de plusieurs effets :
 - En Europe Centrale et Orientale, hausse de l'EBITDA (hors effet de l'évolution contractuelle ScvK) portée par des hausses tarifaires et les actions de performance;
 - Très bonne performance opérationnelle et commerciale au Royaume-Uni;
 - La progression de l'EBITDA de l'Europe du Nord est liée à la poursuite des petites opérations de périmètre dans les Déchets, à la bonne tenue des activités de déchets en Allemagne, à la poursuite de gains d'efficacité opérationnelle, partiellement compensés par des difficultés opérationnelles au Pays-Bas (incendie survenu dans un centre de tri).

- Forte croissance de l'EBITDA dans le **Reste du monde** :
 - Baisse de l'EBITDA en Amérique du Nord : essentiellement liée à la baisse des prix et un climat moins favorable (hiver 2018 excessivement froid) dans l'Energie, partiellement compensé par une progression des activités toxiques (en volume et en prix)
 - Progression de l'EBITDA en Amérique Latine, notamment grâce à l'impact dans les déchets de Grupo Sala en Colombie (intégrée depuis le 1er mai 2018) et Gadere en Equateur et aux augmentations tarifaires en Argentine et Colombie;
 - Forte croissance de l'EBITDA en Asie liée à la forte progression du chiffre d'affaires, en particulier en Chine, porté par la montée en puissance des installations de traitement de déchets dangereux et de bonnes performances dans l'Energie et l'Eau industrielle, et l'acquisition d'activité de déchets dangereux en Inde;
 - Croissance également en Australie, qui bénéficie notamment du redémarrage de la station de traitement des eaux usées de Sydney.

- Bonne progression de l'EBITDA dans le segment **Activités mondiales** :
 - Poursuite de la très bonne performance des déchets dangereux en Europe;
 - Amélioration de la rentabilité de la Sade liée à des gains d'efficacité opérationnelle et à une progression de la marge sur l'activité travaux en France et dans les Telecoms et le redressement des activités internationales.

Par effet, l'évolution de l'EBITDA entre 2018 et 2019 peut s'analyser comme suit :

L'impact change sur l'EBITDA est positif et s'élève à + 6 millions d'euros. Il reflète principalement les variations du dollar américain (+14 millions d'euros), de la livre sterling (+3 millions d'euros), du dirham marocain (+2 millions d'euros), du peso argentin (-11 millions d'euros) et du dollar australien (-3 millions d'euros).

L'effet **périmètre** de -12 millions d'euros concerne principalement les développements réalisés en 2019, notamment l'intégration des actifs industriels de Levice, de Renascimento au Portugal, de Southa à Hong-Kong et des actifs industriels d'Apollo à Taïwan et les acquisitions de 2018 en Colombie (Grupo Sala), en Belgique (HCI), en Slovaquie (PPC) et en Hongrie (centrales de cogénération) et de la cession de ScvK (-71 millions d'euros).

Les effets **commerce et volumes** sont favorables à hauteur de +91 millions d'euros en raison d'un bon dynamisme commercial sur toutes les activités.

L'impact **climat énergie** de -17 millions d'euros (-29 millions d'euros au 31 décembre 2018) se détériore sur le quatrième trimestre notamment par un effet très défavorable en Europe Centrale et Orientale.

Les **prix des énergies et des matières recyclées** ont un impact défavorable sur l'EBITDA mais en nette amélioration par rapport à 2018 : - 53 millions d'euros (contre -69 millions d'euros au 31 décembre 2018) dont - 23 millions d'euros dans l'Energie, avec une répercussion progressive des coûts des combustibles et du CO2 dans le prix des énergies vendues, et -30 millions d'euros (contre -16 millions d'euros au 31 décembre 2018) dans les déchets avec des prix des papiers recyclés toujours en baisse en Europe.

L'impact **pincement de prix** est de -85 millions d'euros, en amélioration par rapport au 31 décembre 2018 (-130 millions) grâce à des indexations tarifaires en augmentation dans l'Eau et les Déchets.

La **contribution des plans d'économies de coûts** s'élève à +248 millions d'euros, en avance par rapport à la prévision annuelle de 220 millions d'euros. Elle porte principalement sur l'efficacité opérationnelle (à hauteur de 57%), et les achats (29%), et concerne l'ensemble des géographies : la France (28%), l'Europe hors France (30%), le Reste du monde (29%), les Activités mondiales (11%) et le Siège (2%).

3. EBIT COURANT

L'EBIT Courant consolidé du Groupe au 31 décembre 2019 s'établit à 1 730,4 millions d'euros, en progression de +5,0% à change constant par rapport au 31 décembre 2018 retraité.

Les éléments de passage de l'EBITDA à l'EBIT Courant au 31 décembre 2019 versus 31 décembre 2018 retraité sont les suivants :

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019
EBITDA	3 842,9	4 021,8
Dépenses de renouvellement	-279,8	-280,3
Amortissements (*)	-2 116,8	-2 192,8
Provisions, juste valeur et autres	81,9	51,8
Quote-part du résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées	115,6	129,8
EBIT Courant	1 643,7	1 730,4

(*) Y compris remboursement des actifs financiers opérationnels (AFO).

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

L'amélioration de l'EBIT Courant à change constant est le reflet :

- de la croissance de l'EBITDA;
- d'un niveau de charges d'amortissement de 2 057 millions d'euros en hausse de +3,5% à change constant liées en particulier aux petites acquisitions réalisées;
- d'une progression de la contribution des entités mises en équivalence notamment en Asie (Chine + 21% à change constant) et en Europe du Nord (démarrage de l'usine de Kilpilahti en Finlande).

L'effet change sur l'EBIT Courant est positif de +5 millions d'euros et reflète principalement la variation du dollar américain (+8 millions d'euros), du Renminbi chinois (+2 millions d'euros) et de la livre sterling (+2 millions d'euros) que compense la variation défavorable du peso argentin (-7 millions d'euros).

Les coûts commerciaux, généraux et administratifs impactant l'EBIT Courant passent de 2 759 millions au 31 décembre 2018 retraité à 2 769 millions d'euros au 31 décembre 2019, soit une hausse de +0,4% en courant (+1,0% à change constant). Le ratio coûts commerciaux, généraux et administratifs sur le chiffre d'affaires est en forte diminution et passe de 10,6% au 31 décembre 2018 retraité à 10,2% au 31 décembre 2019. Cette baisse constatée est le reflet de la poursuite du plan de réduction des coûts et de ses impacts sur les coûts de structure du Groupe.

L'évolution de l'EBIT Courant est la suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019	Variations 2018 / 2019	
			en courant	à change constant
France	121,4	164,9	35,8%	35,8%
Europe, hors France	736,0	694,2	-5,7%	-5,5%
Reste du monde	638,0	695,8	9,1%	7,7%
Activités mondiales	151,6	193,5	27,6%	29,4%
Autres	-3,3	-18,1	n/a	n/a
Groupe	1 643,7	1 730,4	5,3%	5,0%

4. RÉSULTAT FINANCIER COURANT

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>31 décembre 2018 retraité</i>	<i>31 décembre 2019</i>
Coût de l'endettement financier net (1)	-413,9	-440,5
Gains nets / Pertes nettes sur les prêts et créances	14,0	13,1
Résultat sur actifs disponibles à la vente	4,6	3,4
Actifs et passifs évalués à la juste valeur par le résultat	-0,1	0,3
Résultat de change	-10,6	-4,4
Désactualisation des provisions	-30,4	-31,3
Intérêts sur passif du domaine concédé	-94,2	-81,3
Intérêts sur dettes locatives IFRS 16	-45,5	-40,8
Autres	-33,5	-38,0
Autres revenus et charges financiers courants (2)	-195,7	-179,0
Plus ou moins-value de cessions financières (*)	3,6	23,9
Résultat financier courant (1)+(2)	-606,0	-595,8

(*) Y compris frais de cessions financières

Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net s'établit à -440,5 millions d'euros au 31 décembre 2019, versus -413,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité ; l'augmentation provient notamment de la hausse du coût de la dette en devise (croissance du Groupe, hors zone euro et écartement du différentiel euro-devise).

Le taux de financement s'établit ainsi à 4,19% au 31 décembre 2019 contre 4,18% au 31 décembre 2018 retraité, malgré la baisse du taux de financement de la dette obligataire Euro, passant de 2,65% au 31 décembre 2018 à 2,49% au 31 décembre 2019.

Autres revenus et charges financiers

Les autres revenus et charges financiers courants s'élèvent à -179,0 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre -195,7 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité.

Ils incluent les intérêts sur passifs du domaine concédé (IFRIC 12) pour -81,3 millions d'euros et les effets de désactualisation des provisions pour -31,3 millions d'euros, les intérêts sur IFRS16.

Les plus-values sur cessions financières comptabilisées sur l'année 2019 s'élèvent à 301,9 millions d'euros et comprennent la plus-value sur la cession de ses réseaux de chaleur et de froid aux Etats-Unis le 30 décembre 2019 pour un montant de 269 millions d'euros avant impôt.

5. CHARGE D'IMPÔT COURANTE

La charge d'impôt courante s'élève à -227,6 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre -203,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité.

Le taux d'impôt courant au 31 décembre 2019 est stable à 22,6% (versus 22,1% au 31 décembre 2018 retraité) après retraitement des éléments non courants du résultat des entités contrôlées.

(*) Taux d'impôt 2018 publié 22,1%

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019
Résultat avant impôt - Eléments courants (a)	1 037,7	1 134,7
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises et entreprises associées (b)	115,6	129,8
Résultat avant impôt retraité - Eléments courants : (c)=(a)-(b)	922,1	1 004,9
Charge d'impôt courante (d)	-203,6	-227,6
Taux d'impôt courant sur les éléments du compte de résultat (d)/(c)	22,1%	22,6%

6. RESULTAT NET COURANT / RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE

Le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 760 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 672 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité. Hors plus ou moins-values de cessions financières nettes d'impôts et minoritaires, le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère est en augmentation de 8,8% à change constant, à 734,2 millions d'euros contre 676,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité.

La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle représente 135,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 167,3 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité.

Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est de 625 millions d'euros au 31 décembre 2019 contre 441 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité.

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au 31 décembre 2019 qui s'élève à 553,4 millions en non dilué, et 578,5 millions en dilué, versus 551,1 millions en non dilué, et 575,9 millions en dilué au 31 décembre 2018, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par action au 31 décembre 2019 ressort à 1,12 euro en non dilué et 1,07 euro en dilué, contre 0,68 euro en non dilué et 0,65 euro en dilué au 31 décembre 2018 retraité. Le résultat net courant par action attribuable aux propriétaires de la société mère au 31 décembre 2019 ressort à 1,37 euros en non dilué et 1,31 euros en dilué, contre 1,22 euros en non dilué et 1,17 euros en dilué au 31 décembre 2018 retraité.

L'effet dilutif pris en compte dans le calcul du résultat net par action concerne les obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles et/ou existantes émises en septembre 2019 à échéance 1^{er} janvier 2025, ainsi que les programmes de Plan d'Attribution d'Actions de Performance et Plan d'Attribution

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

Gratuite d'Actions mis en place respectivement au 1^{er} juillet 2018 à échéance mai 2021 et au 24 juillet 2019 à échéance avril 2022.

Au 31 décembre 2019 la formation du résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Courant</i>	<i>Non courant</i>	<i>Total</i>
EBIT	1 730,4	-265,6	1 464,8
Coût de l'endettement financier net	-440,5	-	-440,5
Autres revenus et charges financiers	-155,1	301,9	146,8
Résultat avant impôts	1 134,8	36,3	1 171,1
Charge d'impôts sur les sociétés	-227,6	-70,9	-298,5
Résultat net des autres sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultat net des activités non poursuivies	-	-111,9	-111,9
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-147,3	11,6	-135,7
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	759,8	-134,9	624,9

Les autres revenus et charges financiers non courants comprennent à fin décembre 2019 les plus-values nettes de frais de cession avant impôt liées aux ventes de la participation résiduelle de 30% dans Transdev Group et des réseaux de chaleur et de froid du Groupe aux Etats-Unis.

La charge d'impôt sur les sociétés non courante comprend les impôts liés aux charges et aux plus-values financières non courantes.

Le résultat net des activités non poursuivies comprend à fin décembre 2019 l'impact en résultat de la sortie du Gabon pour 33,4 millions d'euros ainsi que l'arrêt des activités EPC à l'international de Veolia Water Technologies pour -145,2 millions d'euros.

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

Au 31 décembre 2018 retraité, le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère s'établissait de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Courant	Non courant	Total
EBIT	1 643,7	-184,5	1 459,3
Coût de l'endettement financier net	-413,9	-	-413,9
Autres revenus et charges financiers	-192,1	-	-192,1
Résultat avant impôts	1 037,7	-184,5	853,3
Charge d'impôts sur les sociétés	-203,6	4,7	-198,9
Résultat net des autres sociétés mises en équivalence	-	-	-
Résultat net des activités non poursuivies	-	-46,4	-46,4
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-162,1	-5,2	-167,3
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	672,0	-231,4	440,6

Le tableau de passage de l'EBIT Courant au résultat opérationnel tel qu'il figure au compte de résultat est le suivant :

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019
EBIT Courant	1643,7	1 730,4
Charges de restructuration	-120,5	-126,9
Dépréciations, charges et autres provisions non courantes	-35,8	-105,2
Frais de personnel – paiements en actions	-17,4	-21,4
Coûts d'acquisition de titres avec ou sans prise de contrôle	-10,8	-12,1
Total des éléments non courants	-184,5	-265,6
Résultat opérationnel après QPRN des entités mises en équivalence	1459,2	1 464,8

Les charges de restructuration au 31 décembre 2019 sont liées principalement aux coûts de restructuration des Activités Mondiales (-62,5 millions d'euros). Par ailleurs, l'application de la norme IFRS 2 conduit à reconnaître une charge de -21,4 millions au titre des coûts générés par la politique d'association des salariés à la performance du Groupe.

D| FINANCEMENT

Le tableau ci-après récapitule la variation de l'Endettement Financier Net et du free cash-flow net :

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019
EBITDA	3 842,9	4 021,8
Investissements industriels nets de cession	-2 189,5	-2 201,4
Variation BFR opérationnel	60,1	208,9
Dividendes reçus des entités mises en équivalence et des co-entreprises	115,0	97,9
Dépenses de renouvellement	-279,8	-280,3
Autres charges non courantes et charges de restructuration	-262,6	-154,8
Intérêts sur passifs du domaine concédé (I12)	-94,2	-81,3
Intérêts sur droit d'usage (IFRS 16)	-45,5	-40,8
Éléments financiers (intérêts versés courants et capacité d'autofinancement financière)	-417,3	-459,8
Impôts payés	-192,7	-241,8
Free cash-flow net, avant versement du dividende, investissements financiers et cessions financières	536,4	868,5
Dividendes versés	-659,7	-661,1
Investissements financiers nets	-286,4	871,0
Variation des créances et autres actifs financiers	-20,2	-27,1
Emissions / remboursement de titres super subordonnés	0,0	-5,5
Augmentation de capital	11,3	17,8
Free cash-flow	-418,7	1 063,7
Effets de change et autres variations	-67,3	-180,1
Remboursement Hybride	-1 452,0	0,0
Variation	-1 938,5	883,6
Endettement Financier Net à l'ouverture	-9 625,5	-11 564,0
Endettement Financier Net à la clôture	-11 564,0	-10 680,4

Le Free cash-flow net avant versement de dividendes et investissements financiers nets s'établit à 868,5 millions d'euros au 31 décembre 2019 (versus 536,4 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité).

L'évolution du free cash-flow net par rapport au 31 décembre 2019 retraité reflète :

- une progression de l'EBITDA ;
- une augmentation des investissements industriels nets en hausse de +0,5% à 2 201 millions d'euros, comprenant :
 - des investissements de maintenance à hauteur de 1 273 millions d'euros (soit 5% du chiffre d'affaires), ces investissements comprennent 400 millions d'euros à titre de droit d'usage IFRS16;
 - des investissements de croissance sur le portefeuille existant de 729 millions d'euros (contre 706 millions au 31 décembre 2018 retraité);

- une hausse des investissements discrétionnaires qui s'élèvent à 362 millions d'euros en augmentation de +53 millions d'euros versus 2018 en lien avec une forte croissance des projets de développement en Asie.
- une nouvelle réduction du BFR opérationnel de -209 millions d'euros (en dépit de la hausse du chiffre d'affaires) après une baisse de -60 millions d'euros en 2018;
- une diminution des autres charges de restructuration et non courantes de 155 millions d'euros principalement liée aux coûts de départ en 2018 dans l'Eau France.

Au global, l'**Endettement financier net** s'établit à 10 680 millions d'euros, contre 11 564 millions d'euros au 31 décembre 2018 (incluant un remboursement de l'hybride en avril 2018 de 1 452 millions d'euros).

Outre l'évolution du free cash-flow net, l'endettement financier net comprend 619 millions d'investissements financiers (y compris frais d'acquisition et endettement entrant) et incluent notamment les impacts des acquisitions de la société Levice en Slovaquie (71 millions d'euros), Renascimento au Portugal (39 millions d'euros), Huafei en Chine (28 millions d'euros), Southa à Hong-Kong, R&E en Corée (29 millions d'euros chacun) et Stericycle au Chili (27 millions d'euros) et la cession financière des réseaux de chaleur et de froid aux Etats-Unis pour un montant de 1,25 milliard de dollars américains.

L'Endettement financier net est par ailleurs impacté par un effet de change défavorable de -64 millions d'euros au 31 décembre 2019 par rapport au 31 décembre 2018.

1. INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET FINANCIERS

1.1 Investissements industriels

Le volume total des investissements industriels bruts, y compris nouveaux actifs financiers opérationnels, réalisés par le Groupe s'est élevé à -2 364 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre -2 268 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité.

Les investissements industriels par segment, hors activités non poursuivies, varient de la façon suivante :

31 décembre 2019, en millions d'euros	Maintenance et défense du portefeuille (1)	Croissance discrétionnaire	Total investissements industriels bruts (2)	Cessions industrielles	Total investissements industriels nets
France	468	15	483	46	437
Europe, hors France	708	102	810	60	749
Reste du monde	532	231	763	35	727
Activités mondiales	268	15	283	21	262
Autres	26	0	26	0	26
Groupe	2 002	362	2 364	163	2 201

(1) Dont investissements de maintenance à hauteur de 1 273 millions d'euros (y compris location IFRS16 de 400 millions d'euros), et investissements de défense du portefeuille à hauteur de 729 millions d'euros.

(2) Dont nouveaux actifs financiers opérationnels à hauteur de -178 millions d'euros.

31 décembre 2018 retraité, en millions d'euros	Maintenance et défense du portefeuille (1)	Croissance discrétionnaire	Total investissements industriels bruts (2)	Cessions industrielles	Total investissements industriels nets
France	434	34	468	31	437
Europe, hors France	788	58	846	19	828
Reste du monde	492	207	699	10	689
Activités mondiales	221	10	231	19	211
Autres	24	0	24	0	24
Groupe	1 959	309	2 268	79	2 189

(1) Dont investissements de maintenance à hauteur de 1 253 millions d'euros, et investissements de défense du portefeuille à hauteur de 706 millions d'euros.

(2) Dont nouveaux AFO à hauteur de -159 millions d'euros.

A change constant, les investissements industriels bruts sont stables par rapport au 31 décembre 2018 retraité, malgré l'accélération des investissements industriels de croissance discrétionnaires par rapport au 31 décembre 2018 retraité (+17%). Ces investissements concernent principalement :

- En France, des investissements discrétionnaires pour 15 millions d'euros dans les Déchets (modernisation de centre de tri et outils de traitement);
- 68 millions d'euros de nouveaux raccordements des réseaux d'eau et de chaleur et extension de réseaux d'eau en Europe Centrale;
- 30 millions d'euros en Europe du Nord notamment dans les déchets en Allemagne;
- Dans le Reste du Monde 206 millions d'euros couvrant la construction de 6 unités de traitement de déchets toxiques en Chine et à Singapour, l'extension de réseaux de chaleur dans l'Energie en Chine, l'amélioration de l'usine d'Ankleswar en Inde ainsi que des investissements au titre d'un contrat industriel en Corée.

1.2 Investissements et cessions financiers

Les investissements financiers s'élèvent à 619 millions d'euros au 31 décembre 2019 (y compris frais d'acquisition et endettement entrant) et incluent notamment les impacts des acquisitions de la société Levice en Slovaquie (71 millions d'euros), Renascimento au Portugal (39 millions d'euros), Huafei en Chine (28 millions d'euros). Ces investissements intègrent également le rachat de la part minoritaire d'un des actifs du réseau de chaleur et de froid aux Etats-Unis (114 millions de dollars américains) cédé en fin d'année (cf infra). Au 31 décembre 2018 retraité, les investissements financiers (786 millions d'euros, y compris endettement financier net des entités entrantes) concernaient principalement les impacts des acquisitions de Grupo Sala en Colombie (168 millions d'euros), du groupe PPC en Slovaquie (135 millions d'euros), de minoritaires de la société Veolia Energie Ceska Republika a.s. en République Tchèque (85 millions d'euros) et de la société HCI en Belgique (43 millions d'euros).

Les cessions financières s'élèvent à 1 490 millions d'euros au 31 décembre 2019 (y compris frais de cession) et comprennent notamment la cession des réseaux de chaleur et de froid aux Etats-Unis pour un montant de 1,1 milliard d'euros, la cession de Transdev Group pour 334 millions d'euros et la cession de la participation dans la société Foshan (centre d'enfouissement en Chine) pour un montant de 49 millions d'euros. Au 31 décembre 2018, les cessions financières (479 millions d'euros) comprenaient essentiellement les cessions d'activités de services industriels aux Etats-Unis (96 millions d'euros), la cession de 25% de la participation dans la société BVAG (146 millions d'euros) et les cessions partielles ou totales des sociétés PVK (69 millions d'euros) et ScvK (75 millions d'euros) en République Tchèque.

2. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT OPÉRATIONNEL

La variation du Besoin en Fonds de Roulement Opérationnel (hors activités non poursuivies) s'élève à 209 millions d'euros au 31 décembre 2019, contre 60,1 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité. En 2019, le programme d'affacturage du Groupe a conduit ce dernier à monétiser 694 millions d'euros de créances, contre 620 millions d'euros en 2018.

Le BFR Opérationnel constitue au 31 décembre 2019 une ressource de 1 179 millions d'euros (+294 millions d'euros d'augmentation par rapport au 31 décembre 2018).

3. FINANCEMENT EXTERNE

3.1 Structure de l'endettement financier net

L'endettement financier net après couverture au 31 décembre 2019 est à taux fixe à hauteur de 96% et à taux variable à hauteur de 4%.

La maturité moyenne de l'endettement financier net s'établit à 6,9 ans au 31 décembre 2019 contre 7,5 ans au 31 décembre 2018.

3.2 Position de liquidité du Groupe

Le détail des liquidités dont le Groupe dispose au 31 décembre 2019 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	<u>31 décembre</u> <u>2018 retraité</u>	<u>31 décembre</u> <u>2019</u>
Veolia Environnement :		
Crédit syndiqué non tiré	3 000,0	3 000,0
Lignes de crédit bilatérales MT non tirées	925,0	1 000,0
Lignes de crédit bilatérales CT non tirées	-	100,0
Ligne de lettres de crédit	64,7	86,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	3 510,6	4 635,5
Filiales :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	1 238,7	1 675,5
Total des liquidités	8 739,0	10 497,8
Dettes courantes et trésorerie passive		
Dettes courantes	5 018,8	5 909,5
Trésorerie passive	215,7	302,2
Total des dettes courantes et trésorerie passive	5 234,5	6 211,7
Total des liquidités nettes des dettes courantes et trésorerie passive	3 504,5	4 286,1

(1) Y compris les actifs liquides et les actifs liés au financement inclus dans l'endettement financier net.

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

La hausse des liquidités reflète notamment la cession des réseaux de chaleur aux Etats-Unis pour un prix de vente de 1 245 millions de dollars (soit 1 112 millions d'euros équivalents), partiellement compensée par l'arrivée à maturité en 2020 de souches obligataires Euro.

Veolia Environnement peut tirer à tout instant sur le crédit syndiqué multidevises et sur l'ensemble des lignes de crédit.

Le 6 novembre 2015, Veolia Environnement a signé un nouveau crédit syndiqué multidevises pour un montant de 3 milliards d'euros, à échéance initiale 2020, étendu à 2022 en octobre 2017 avec une possibilité de tirage en devises d'Europe de l'Est et en renminbi.

Ce crédit syndiqué n'est pas tiré au 31 décembre 2019.

Veolia Environnement a à sa disposition des lignes de crédit bilatérales pour un montant total non tiré au 31 décembre 2019 de 1,1 milliard d'euros.

Au 31 décembre 2019, les lignes de lettres de crédit bilatérales en dollars américains tirables en cash s'élèvent à 97,5 millions de dollars américains (soit 86,8 millions d'euros équivalents), non utilisées à ce jour.

E] RENDEMENT DES CAPITAUX EMPLOYÉS (ROCE)

ROCE APRÈS IMPÔTS

L'EBIT Courant après impôts est calculé de la manière suivante :

	hors IFRS 16		yc IFRS 16	
	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019
<i>(en millions d'euros)</i>				
EBIT Courant (*)	1 600	1 685	1 644	1 730
- Charge d'impôt courante sur les sociétés	-204	-231	-204	-228
EBIT Courant après impôts	1 396	1 454	1 440	1 502

(*) Y compris quote-part de résultat net des co-entreprises et des entreprises associées.

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

Les capitaux employés de l'année sont calculés de la manière suivante :

	hors IFRS 16		yc IFRS 16	
	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019
<i>(en millions d'euros)</i>				
Actifs corporels et incorporels nets	12 348	12 560	12 399	12 528
Droits d'Usage			1 699	1 665
Ecart d'acquisition nets de pertes de valeur	5 149	5 170	5 149	5 170
Participations dans les co-entreprises et les entreprises associées	1 887	1 886	1 881	1 880
Actifs financiers opérationnels	1 479	1 520	1 486	1 517
Besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net	-2 634	-3 191	-2 628	-3 184
Instruments dérivés nets et autres	0	-104	0	-104
Provisions	-2 230	-2 283	-2 238	-2 292
Capitaux employés	15 999	15 558	17 748	17 180
Impacts des activités discontinuées et autres retraitements ⁽¹⁾	189	731	189	731
Capitaux employés de clôture ajustés	16 188	16 289	17 937	17 911

(1) Les retraitements en 2019 incluent la réintégration des capitaux employés de TNAI cédé au 30 décembre 2019. En 2018 ont été retraités les capitaux employés des sociétés cédées ayant donné lieu à un reclassement IFRS 5 sur les années 2017 / 2018 (dont ScvK).

Le rendement des capitaux employés (ROCE) après impôts du Groupe est le suivant :

<i>En millions d'euros</i>	EBIT courant après impôts	Capitaux employés moyens de l'année	ROCE après impôts
2018 (hors IFRS 16)	1 396	15 830	8,8%
2019 (hors IFRS 16)	1 454	16 239	9,0%
2018 (IFRS16 inclus)	1 440	17 546	8,2%
2019 (IFRS16 inclus)	1 502	17 924	8,4%

ROCE AVANT IMPÔTS

Contrairement au ROCE après impôts, les capitaux employés et l'EBIT Courant avant impôts utilisés pour le calcul du ROCE avant impôts excluent les participations dans les co-entreprises et les entreprises associées. Les rendements des capitaux employés (ROCE) avant impôts – IFRS16 inclus - par segment du Groupe sont les suivants :

	EBIT Courant avant impôts	Capitaux employés moyens de l'année	ROCE avant impôts
<i>En millions d'euros</i>			
France	120,9	1 979,2	6,1%
Europe hors France	724,1	7 566,0	9,57%
Reste du Monde	540,6	4 893,5	11,0%
Activités mondiales	145,6	1 539,6	9,5%
Autres	-3,1	-274,8	N/A
Total Groupe 2018	1 528,1	15 703,5	9,7%
France	165,4	1 881,7	8,8%
Europe hors France	673,1	7 722,1	8,7%
Reste du Monde	597,6	5 411,9	11,0%
Activités mondiales	182,1	1 477,7	12,3%
Autres	-17,7	-449,9	N/A
Total Groupe 2019	1 600,5	16 043,5	10,0%

ANNEXES

1] RECONCILIATION DES INDICATEURS GAAP ET DES INDICATEURS UTILISES PAR LE GROUPE

Le tableau de passage de l'EBIT Courant au résultat opérationnel tel qu'il figure au compte de résultat et celui du résultat net courant au résultat net part du Groupe tel qu'il figure au compte de résultat sont présentés dans la section C.6 de ce communiqué.

Le tableau de passage de la capacité d'autofinancement à l'EBITDA est le suivant :

<i>(En millions d'euros)</i>	<i>31 décembre 2018 retraité</i>	<i>31 décembre 2019</i>
Capacité d'autofinancement	3 123,0	3 255,1
Dont capacité d'autofinancement financière	-22,8	-34,1
Dont capacité d'autofinancement opérationnelle	3 145,8	3 289,2
Exclusion :		
Dépenses de renouvellement	279,8	280,3
Pertes de valeur BFR non courantes	-0,7	1,2
Charges de restructuration cash	205,3	109,9
Coûts d'acquisitions et frais de cessions sur titres	19,5	90,7
Autres charge non courantes	58,0	88,8
Intégration :		
Remboursement des actifs financiers opérationnels	135,1	161,8
EBITDA	3 842,8	4 021,8

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

Le tableau de passage des flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies (inclus dans l'Etat consolidé des flux de trésorerie) au free cash-flow net est le suivant :

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019
Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies	2 843,2	3 118,5
<i>Intégration :</i>	0,0	0,0
Investissements industriels nets de subvention	-1 491,7	-1 676,0
Cessions d'actifs industriels	78,6	162,8
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-159,3	-177,9
Remboursement des actifs financiers opérationnels	135,1	161,8
Nouvelles dettes de location financement	-469,8	-406,6
Dividendes reçus	115,0	97,9
Intérêts financiers nets	-546,0	-549,6
<i>Exclusion :</i>		
Coûts d'acquisition et frais de cession sur titres, et autres	31,3	137,5
Free cash-flow net	536,4	868,4

Le tableau de passage des investissements industriels nets de subvention (inclus dans l'Etat consolidé des flux de trésorerie) aux investissements industriels est le suivant :

(en millions d'euros)	31 décembre 2018 retraité	31 décembre 2019
Investissements industriels nets de subvention	-1 491,7	-1 676,0
Nouvelles dettes de location financement	-469,8	-406,6
Variation du besoin en fonds de roulement du domaine concédé	-147,1	-103,6
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-159,3	-177,9
Investissements industriels	-2 267,9	-2 364,1

21 RECONCILIATION DES DONNEES PUBLIEES EN 2018 AVEC LES DONNEES RETRAITEES 2018

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2018 publié	Retraitement IFRS 5 ⁽²⁾	Retraitement IFRS 16	31 décembre 2018 retraité
Chiffre d'affaires	25 911,1	40,1	0,0	25 951,3
EBITDA	3 392,0	3,0	447,8	3 842,9
EBIT Courant ⁽¹⁾	1 604,0	-3,9	43,7	1 643,7
Résultat financier	-561,6	-1,1	-43,3	-606,0
Résultat opérationnel	1 419,6	-3,9	43,7	1 459,3
Résultat net courant - part du groupe	674,9	-4,2	1,3	672,0
Résultat net part du Groupe	439,3	0,0	1,3	440,6
Investissements industriels bruts	-1 811	1,0	-456	-2 268
Free cash-flow net	568	1,0	-33,0	537
Endettement Financier Net	-9 750	2,0	-1 816	-11 564

(1) Y compris quote-part de résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées au 31 décembre 2018 retraité

(2) Afin d'assurer la comparabilité des périodes, les comptes de décembre 2018 ont été retraités avec la réintégration des comptes de la Lituanie présentés en «Résultat des activités non poursuivies» en 2018.

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2018 publié	Retraitement IFRS 5	Retraitement IFRS 16	31 décembre 2018 retraité
France	5 499,3	0,0	0,0	5 499,3
Europe hors France	9 096,0	40,1	0,0	9 136,1
Reste du Monde	6 619,7	0,0	0,0	6 619,7
Activités mondiales	4 665,5	0,0	0,0	4 665,5
Autres	30,7	0,0	0,0	30,7
Chiffre d'affaires	25 911,1	40,1	0,0	25 951,3

Communiqué de presse

Paris, 28 février 2020

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2018 publié	Retraitement IFRS 5	Retraitement IFRS 16	31 décembre 2018 retraité
France	802,0	0,0	97,6	899,5
Europe hors France	1 354,1	3,0	114,6	1 471,8
Reste du Monde	952,6	0,0	109,8	1 062,4
Activités mondiales	272,6	0,0	88,3	360,9
Autres	10,7	0,0	37,6	48,3
EBITDA	3 392,0	3,0	447,8	3 842,9

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2018 publié	Retraitement IFRS 5	Retraitement IFRS 16	31 décembre 2018 retraité
France	115,1	0,0	6,4	121,4
Europe hors France	726,9	-3,9	13,0	736,0
Reste du Monde	623,1	0,0	15,0	638,0
Activités mondiales	145,3	0,0	6,2	151,6
Autres	-6,3	0,0	3,1	-3,3
EBIT COURANT	1 604,0	-3,9	43,7	1 643,7

3] DEFINITIONS

Indicateurs strictement comptables (« GAAP » : IFRS)

Le coût de l'endettement financier net représente le coût de l'endettement financier brut hors intérêts financiers IFRS16 classés en autres charges financières et y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

La capacité d'autofinancement totale telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5. La capacité d'autofinancement opérationnelle n'inclut pas la quote-part des sociétés mises en équivalence.

Le résultat net des activités non poursuivies est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

Indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »)

Le terme « **variation à change constant** » recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.

Le secteur municipal se réfère aux prestations des métiers de l'Eau, des Déchets et de l'Énergie à destination des usagers, réalisées dans le cadre de contrats avec des autorités publiques comme des communes, des groupements de communes, des régions ou des États.

Le secteur industriel englobe la gestion des services de l'Eau, des Déchets et de l'Énergie à destination des clients industriels ou tertiaires.

L'indicateur **EBITDA** consiste en la somme de l'ensemble des produits et charges opérationnels encaissés et décaissés (à l'exclusion des charges de restructuration, des pertes de valeur BFR non courantes, des dépenses de renouvellement et des coûts d'acquisition et frais de cession sur titres) et des remboursements d'actifs financiers opérationnels.

La marge d'EBITDA est définie comme étant le ratio EBITDA/Chiffre d'affaires.

Pour obtenir l'**EBIT courant**, sont exclus du Résultat Opérationnel les éléments suivants :

- les dépréciations de goodwill des filiales contrôlées et des entités mises en équivalence;
- les charges de restructuration;
- les provisions et pertes de valeur non courantes ;
- les dépréciations non courantes et/ou significatives d'actifs immobilisés (corporels, incorporels et actifs financiers opérationnels) ;
- les impacts liés à l'application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » ;
- les coûts d'acquisitions de titres.

Le résultat net courant part du Groupe résulte de la somme des éléments suivants :

- l'EBIT courant ;
- le résultat financier courant, qui comprend les éléments courants du coût de l'endettement financier net, et les autres revenus et charges financiers courants y compris les plus ou moins-values de cessions financières (dont les plus ou moins-values incluses dans les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence) ;
- les éléments courants de l'impôt ;

- la part des minoritaires (à l'exclusion de la part des minoritaires relative aux éléments non courants du compte de résultat).

Le résultat net courant part du Groupe par action est calculé en divisant le résultat net courant part du Groupe de l'exercice (non retraité du montant du coupon attribuable aux porteurs de titres super-subordonnés) par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice.

Les investissements industriels nets tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN incluent les investissements industriels (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, et nouveaux actifs financiers opérationnels), nets des cessions industrielles.

Le Groupe dissocie dans ses investissements :

- (i) les investissements de maintenance qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe;
- (ii) les investissements de croissance qui correspondent globalement aux investissements embarqués au sein de nos contrats existants et de défense de portefeuille;
- (iii) enfin les investissements dits de croissance discrétionnaires consécutifs généralement à un nouveau contrat ou projet ou encore à une extension significative d'un contrat ou d'un projet existant.

Ces dernières catégories correspondant à des investissements de croissance.

Les investissements financiers nets tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN correspondent aux investissements financiers diminués des cessions financières.

Les investissements financiers comprennent les acquisitions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés entrantes, et les acquisitions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle.

Les cessions financières incluent les cessions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés sortantes, les cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, ainsi que les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.

Le free cash-flow net correspond au free cash-flow des activités poursuivies i.e. somme de l'EBITDA, des dividendes reçus, de la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel, de la capacité d'autofinancement financière, moins les frais financiers nets, les investissements industriels nets, les impôts versés, les dépenses de renouvellement, les charges de restructuration et les autres charges non courantes.

L'endettement financier net (EFN) représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) qui inclut la dette locative IFRS16, nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des actifs liquides et des actifs liés au financement et y compris réévaluation des dérivés de couverture de la dette. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité tout en conservant un faible risque en capital.

Le leverage ratio rapporte l'endettement financier net de clôture à l'EBITDA.

Le taux de financement est défini comme étant le coût de l'endettement financier net hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture, rapporté à la moyenne de l'endettement financier net mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies.

Le rendement des capitaux employés (ROCE) avant impôts est défini par le rapport entre :

- l'EBIT courant avant quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence ;
- les capitaux employés moyens de l'année, y compris actifs financiers opérationnels et hors participations dans les coentreprises et les entreprises associées.

Les capitaux employés retenus dans le calcul du ROCE avant impôts sont donc définis comme la somme des actifs corporels et incorporels nets, des écarts d'acquisitions nets des pertes de valeur, des actifs financiers opérationnels, du besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net, et des instruments dérivés nets diminués des provisions. Ils comprennent également les capitaux employés des activités classées en actifs et passifs destinés à la vente, hors activités abandonnées.

Le rendement des capitaux employés (ROCE) après impôts est défini par le rapport entre :

- l'EBIT courant y compris quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence et après impôts. Il est calculé en soustrayant la charge d'impôt courante de l'EBIT courant y compris quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence. La charge d'impôt courante est la charge d'impôts du compte de résultat retraitée des effets d'impôt sur les éléments non courants ;
- les capitaux employés moyens de l'année, y compris actifs financiers opérationnels et participations dans les co-entreprises et les entreprises associées. Les capitaux employés retenus dans le calcul du ROCE après impôts sont donc définis comme la somme des actifs corporels et incorporels nets, des écarts d'acquisitions nets des pertes de valeur, des participations dans les co-entreprises et les entreprises associées, des actifs financiers opérationnels, du besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net, et des instruments dérivés nets diminués des provisions. Ils comprennent également les capitaux employés des activités classées en actifs et passifs destinés à la vente, hors activités abandonnées.

Tant pour le ROCE avant impôts que pour le ROCE après impôts, les impacts de la participation du Groupe dans la co-entreprise Transdev Group, qui ne se situe pas dans le prolongement des activités du Groupe, et qui sont comptabilisés dans le Résultat net des autres sociétés mises en équivalence, sont exclus des calculs.

4] COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2018 publié	Au 31 décembre 2018 retraité (*)	Au 31 décembre 2019
Chiffre d'affaires	25 911,1	25 951,3	27 188,7
Coûts des ventes	-21 671,7	-21 663,4	-22 827,7
Coûts commerciaux	-610,3	-610,9	-610,6
Coûts généraux et administratifs	-2 141,6	-2 149,4	-2 157,4
Autres charges et produits opérationnels	-183,8	-183,9	-258,0
Résultat opérationnel avant quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	1 303,7	1 343,7	1 335,0
Quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	115,9	115,6	129,8
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises	71,7	71,4	89,3
Dont quote-part de résultat net des entreprises associées	44,2	44,2	40,5
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net dans les entités mises en équivalence	1 419,6	1 459,3	1 464,8
Coût de l'endettement financier	-413,8	-413,9	-440,5
Autres revenus et charges financiers	-147,8	-192,1	146,7
Résultat avant impôts	858,0	853,3	1 171,0
Impôts sur le résultat	-200,3	-199,0	-298,5
Quote-part de résultat net des autres entités mises en équivalence	-	-	-
Résultat net des activités poursuivies	657,7	654,3	872,5
Résultat net des activités non poursuivies	-50,6	-46,4	-111,9
Résultat net	607,1	607,9	760,6
Part des propriétaires de la société mère	439,3	440,6	624,9
Part des participations ne donnant pas le contrôle (en euros)	167,8	167,3	135,7
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE PAR ACTION			
Non dilué	0,68	0,68	1,12
Dilué	0,65	0,65	1,07
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION			
Non dilué	0,77	0,76	1,32
Dilué	0,74	0,73	1,26
RESULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE DES ACTIVITES NON POURSUIVIES PAR ACTION			
Non dilué	-0,09	-0,08	-0,20
Dilué	-0,09	-0,08	-0,19

(*) Les retraitements sur l'exercice 2018 concernent l'application de la norme IFRS 16 et la réintégration des comptes de la Lituanie historiquement présentés en 'Résultat des activités non poursuivies'.

5] ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE – ACTIF

(en millions d'euros)	Au 1er janvier 2018 retraité (*)	Au 31 décembre 2018 publié	Au 31 décembre 2018 retraité (*)	Au 31 décembre 2019
Goodwill	4 915,7	5 107,7	5 107,7	5 128,0
Actifs incorporels du domaine concédé	3 475,3	3 467,3	3 467,3	3 517,4
Autres actifs incorporels	1 017,1	1 116,3	1 116,3	1 372,6
Actifs corporels	7 294,4	7 856,8	7 856,8	7 679,8
Droits d'usage (nets)	1 679,5	-	1 698,5	1 664,6
Participations dans les co-entreprises	1 500,3	1 517,1	1 511,1	1 497,7
Participations dans les entreprises associées	607,8	370,2	370,2	382,5
Titres de participation non consolidés	70,6	44,3	44,3	52,4
Actifs financiers opérationnels non courants	1 416,8	1 387,1	1 387,1	1 431,2
Instruments dérivés non courants – Actif	27,1	31,6	31,6	39,0
Autres actifs financiers non courants	348,6	332,8	332,8	374,6
Impôts différés actifs	995,1	1 028,2	1 043,4	952,9
Actifs non courants	23 348,3	22 259,5	23 967,1	24 092,7
Stocks et travaux en cours	721,6	818,0	818,0	792,0
Créances d'exploitation	8 482,7	9 016,3	9 010,1	9 341,7
Actifs financiers opérationnels courants	197,3	99,3	99,3	86,0
Autres actifs financiers courants	404,6	432,2	432,2	738,5
Instruments dérivés courants – Actif	69,9	69,2	69,2	91,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 263,9	4 556,5	4 556,5	5 843,3
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	486,9	341,8	341,8	33,3
Actifs courants	16 627,1	15 333,3	15 327,1	16 926,3
TOTAL ACTIF	39 975,4	37 592,8	39 294,2	41 019,0

(*) Les retraitements sur l'exercice 2018 concernent l'application de la norme IFRS 16 et IFRIC 23

5] ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE – PASSIF

(en millions d'euros)	Au 1er janvier 2018 retraité (*)	Au 31 décembre 2018 publié	Au 31 décembre 2018 retraité (*)	Au 31 décembre 2019
Capital	2 816,8	2 828,0	2 828,0	2 836,3
Primes	7 161,2	7 182,5	7 182,5	7 197,9
Réserves et résultat part du Groupe	-2 601,8	-4 025,1	-4 140,9	-4 100,5
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	7 376,2	5 985,4	5 869,6	5 933,7
Total des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 147,9	1 158,9	1 151,7	1 144,7
Capitaux propres	8 524,1	7 144,3	7 021,3	7 078,4
Provisions non courantes	1 937,8	1 790,3	1 782,6	1 848,7
Dettes financières non courantes	9 321,8	9 655,5	9 517,6	9 366,8
Dettes locatives IFRS 16 non courantes	1 530,3	-	1 556,0	1 417,9
Instruments dérivés non courants – Passif	108,4	55,8	55,8	52,4
Passifs du domaine concédé - part non courante	1 281,2	1 350,4	1 350,4	1 421,7
Impôts différés passifs	970,1	1 042,6	1 042,6	984,4
Passifs non courants	15 149,6	13 894,6	15 305,0	15 091,9
Dettes d'exploitation	10 161,6	10 964,9	10 999,4	11 753,6
Passifs du domaine concédé - part courante	85,8	117,9	118,0	128,3
Provisions courantes	551,6	530,1	513,2	539,1
Dettes financières courantes	4 571,1	4 622,5	4 593,6	5 443,7
Dettes locatives IFRS 16 courantes	433,5	-	425,2	465,7
Instruments dérivés courants – Passif	49,1	83,7	83,7	197,8
Trésorerie passive	208,9	215,7	215,7	302,2
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	240,1	19,1	19,1	18,3
Passifs courants	16 301,7	16 553,8	16 967,9	18 848,7
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	39 975,4	37 592,8	39 294,2	41 019,0

(*) Les retraitements sur l'exercice 2018 concernent l'application de la norme IFRS 16 et IFRIC 23

6] ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2018 publié	Au 31 décembre 2018 retraité (*)	Au 31 décembre 2019
Résultat net	607,1	607,9	760,6
Résultat net des activités poursuivies	657,7	654,3	872,5
Résultat net des activités non poursuivies	-50,6	-46,4	-111,9
Amortissements, provisions et pertes de valeurs opérationnels	1 399,4	1 810,5	2 028,1
Amortissements et pertes de valeurs financiers	6,4	6,4	0,7
Plus ou moins-values de cessions d'actifs opérationnels	-10,9	-11,2	12,5
Plus ou moins-values de cessions d'actifs financiers	-13,1	-12,3	-403,0
Quote-part de résultat net des co-entreprises	-71,7	-71,4	-89,3
Quote-part de résultat net des entreprises associées	-44,2	-44,2	-40,5
Dividendes reçus	-4,4	-4,4	-3,4
Coût de l'endettement financier net	413,9	414,0	440,5
Impôts	200,2	198,9	298,5
Autres éléments	136,8	182,3	138,4
Capacité d'autofinancement	2 670,1	3 122,9	3 255,0
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel	61,8	60,1	208,9
Variation du besoin en fonds de roulement du domaine concédé	-147,1	-147,1	-103,6
Impôts versés	-193,7	-192,7	-241,8
Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies	2 391,1	2 843,2	3 118,5
Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités non poursuivies	-0,1	-2,9	-30,7
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	2 391,1	2 840,3	3 087,8
Investissements industriels nets de subvention	-1 490,4	-1 483,7	-1 676,0
Cessions d'actifs industriels	59,2	78,5	162,8
Investissements financiers	-458,8	-458,8	-321,6
Cessions d'actifs financiers	245,1	245,1	1 524,8
Actifs financiers opérationnels	-	-	-
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-159,3	-159,3	-177,9
Remboursements d'actifs financiers opérationnels	135,1	135,1	161,8
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des co-entreprises et des entreprises associées)	115,0	115,0	97,9
Créances financières non courantes décaissées	-678,6	-678,6	-208,3
Créances financières non courantes remboursées	675,7	675,7	167,2
Variation des créances financières courantes	-17,4	-17,4	14,0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	-1 574,4	-1 548,4	-255,3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités non poursuivies	-3,2	-2,0	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-1 577,6	-1 550,4	-255,3
Variation des dettes financières courantes	-980,3	-956,4	-489,2

6] ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2018 publié	Au 31 décembre 2018 retraité (*)	Au 31 décembre 2019
Remboursement des dettes locatives courantes IFRS 16	-	-425,8	-446,7
Remboursement dette hybride	-1 452,1	-1 452,1	-
(Remboursements des) /Nouvelles dettes locatives IFRS 16 non courantes	-	-	-
Nouveaux emprunts et autres dettes non courantes	1 100,0	1 100,0	1 824,4
Remboursements d'emprunts et autres dettes non courantes	-157,5	-225,3	-926,3
Variation des actifs liquides et des actifs financiers liés au financement	-17,4	-17,4	-274,7
Augmentation de capital	43,8	43,8	16,7
Réduction de capital	-	-	-
Transactions entre actionnaires : acquisitions partielles	-109,8	-109,8	-127,8
Transactions entre actionnaires : cessions partielles	229,9	229,9	10,2
Emission de titres super subordonnés	-	-	-5,5
Coupons sur les titres super subordonnés	-66,4	-66,4	-
Mouvements sur actions propres	-10,5	-10,5	1,2
Dividendes versés	-592,4	-592,4	-661,0
Intérêts financiers versés	-406,2	-406,6	-427,5
Intérêts sur actifs opérationnels IFRIC 12	-94,2	-94,2	-81,3
Intérêts sur dettes locatives IFRS 16 (**)	-	-45,5	-40,8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	-2 513,0	-2 989,9	-1 628,3
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités non poursuivies	-0,2	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-2 513,2	-2 989,9	-1 628,3
Effets de change et divers	-15,7	-16,2	-3,9
Variation de la trésorerie externe des activités non poursuivies	1,3	2,0	-
TRESORERIE D'OUVERTURE	6 055,0	6 055,0	4 340,8
TRESORERIE DE CLÔTURE	4 340,8	4 340,8	5 541,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 556,5	4 556,5	5 843,3
Trésorerie passive	215,7	215,7	302,2
TRESORERIE DE CLÔTURE	4 340,8	4 340,8	5 541,1

(*) Les retraitements sur l'exercice 2018 concernent l'application de la norme IFRS 16 et IFRIC 23

(**) Les intérêts liés à la dette locative IFRS16 ne sont pas inclus dans le coût de l'endettement financier net mais dans les autres revenus et charges financiers